

## **La crise argentine : faillite d'un système et crise géopolitique ?**

### **La fin d'un modèle de développement ?**

La crise argentine qui cuvait depuis plus de trois ans a éclaté au grand jour en décembre 2001 suite à la décision du Fonds monétaire international (FMI) de ne plus consentir de prêt à un pays qui des années durant fut élevé au rang d'exemple –tant par les décideurs politiques locaux eux-mêmes que par les institutions économiques internationales, les investisseurs étrangers, les gouvernements américains et européens– pour le zèle qu'il affichait dans la mise sur pied des politiques monétaro-libérales.

Ces politiques économiques ont commencé à s'appliquer sous la dictature militaire des années '70. En effet, le gouvernement militaire va se démarquer par son assidue adhésion aux théories monétaristes de Milton Friedman. Il s'agira d'appliquer des politiques macro-économiques stabilisatrices, de privatiser, déréglementer et libéraliser de pans entiers de l'économie ainsi que de réduire fortement le rôle de l'Etat dans l'économie. Malgré le bilan économique désastreux de la dictature qui laissera une ardoise de 44 milliards de dollars, l'arrivée de la démocratie ne consacre pas de changements substantiels quant au modèle de développement. En effet, si on met entre parenthèse la courte tentative hétérodoxe de début de mandat de l'administration Alfonsín, on constate que les différents gouvernements civils qui se sont succédés en Argentine depuis les années quatre-vingt ont cherché, avec l'appui des institutions économiques internationales et les Etats-Unis, à insérer le pays dans le marché global en approfondissant le modèle néo-conservateur.

En s'engageant avec plus d'entrain dans cette voie, plus connue sous l'appellation de "consensus de Washington", les décideurs politiques argentins chercheront à sortir le pays de la "crise de la dette", de l'hyperinflation et de l'isolement international dans lesquels la dictature l'avait entraîné. Carlos Menem (1989-1999) sera le plus fervent des partisans des politiques du consensus de Washington. Dès son arrivée au pouvoir et après avoir promulgué la loi sur la réforme de l'Etat et la loi sur l'urgence économique, il procédera à des réformes de structure considérables qui visait le repli de l'Etat sur ses seules fonctions régaliennes et sur la garantie du bon fonctionnement des marchés (Bon, 2001 : p. 34). En outre, son ministre d'économie, Domingo Cavallo, –qui avait déjà occupé sous la dictature militaire la fonction de président de la Banque centrale argentine– imagine, avec l'appui du FMI, la loi de convertibilité qui établit un système de parité rigide entre la monnaie locale (le peso) et le dollar américain. Ce "currency board" ou directoire financier aura pour objectif principal la résorption de l'hyperinflation afin de donner une crédibilité internationale à l'économie argentine. La transformation de l'Argentine en une place attrayante pour les capitaux étrangers se fera à travers une course effrénée aux privatisations, à l'assèchement budgétaire, à la libéralisation de la circulation des biens, services et capitaux et à une profonde réforme de l'Etat. Ce directoire financier aura pour conséquence non seulement l'accélération de la désindustrialisation – commencée sous la dictature – et de la dépendance de l'économie argentine par rapport aux investissements étrangers, mais également la dollarisation du pays, affaiblissant davantage les marges de manoeuvre de l'Etat.

Dans un premier temps, cette thérapie de choc pu relancer l'économie et contrecarrer l'hyperinflation, malgré le coût social qu'elle comporta. Cependant, un Etat de ce type qui

réduit de façon considérable son champ d'intervention dans l'économie, qui s'ouvre fortement à la concurrence extérieure, qui fait reposer son développement économique sur des capitaux étrangers à caractère souvent spéculatif et qui s'interdit de dévaluer sa monnaie en cas de nécessité, devient extrêmement vulnérable aux instabilités extérieures, d'autant plus dans un monde où la finance globalisée est devenu incontrôlable (Helleiner, 1994). L'Argentine en fera la première expérience avec la crise mexicaine de 1995. Ensuite, il y aura les crises asiatique de 1997-1998 et brésilienne de 1999. La crise asiatique aura pour conséquence d'entretenir une concurrence acharnée à la baisse dans l'exportation des matières premières affectant, notamment, les économies agricoles à monnaie forte, à l'instar de l'Argentine. En outre, premier partenaire commercial de l'Argentine, le Brésil, sera également affecté par cette crise. Face à la perte de compétitivité de son économie, le gouvernement brésilien décide alors, en janvier 1999, de dévaluer sa monnaie. Cette mesure visait à relancer les exportations et à juguler le déficit des comptes courants brésiliens. Cette dépréciation rendra les produits brésiliens extrêmement compétitifs et permettra au Brésil d'augmenter très fortement ses exportations en direction de l'Argentine, déséquilibrant ainsi la dynamique de l'échange au sein du Marché commun du sud (Mercosur). La perte de compétitivité de l'économie argentine sera également aggravée par l'envolée que connaîtra le dollar ces quatre dernières années.

Malgré l'asphyxie qui s'est emparée de l'économie argentine, le gouvernement Menem et ensuite l'administration de centre-gauche de de la Rúa choisissent la fuite en avant. En effet, ces derniers refusent de dévaluer et optent pour des politiques anti-inflationnistes d'ajustement malgré le fait qu'il n'y a pas d'inflation dans le pays mais de la déflation (Calcagno A. et Calcagno E., 2001 : pp. 4-5). Ainsi pour enrayer la méfiance des spéculateurs financiers et contrecarrer l'hémorragie des capitaux, ils procèdent à une augmentation des taux d'intérêts qui atteindront les 50%, et à de nouveaux emprunts au près du Fonds monétaire international. Ces prêts successifs du FMI ne seront accordés que dans le seul but de satisfaire à court terme les spéculateurs financiers et à condition d'opérer de nouvelles coupures substantielles dans le budget.

Ce mécanisme va contribuer à accroître la dette extérieure et la perte de compétitivité de l'économie argentine. Ne pouvant faire face à la concurrence extérieure, grand nombre d'entreprises feront faillite occasionnant une augmentation du taux de chômage et un coût social important. Cette situation aura pour conséquence une capitalisation des bénéfices par une infime couche sociale de la population et une socialisation des pertes par la grande majorité de la société argentine. Cette répartition disparate sera d'autant plus renforcée que les dirigeants politiques permettront une défiscalisation croissante des grandes fortunes. En permettant l'évasion fiscale, la sortie des capitaux et la diffusion de la corruption du politique, les couches dirigeantes vont aggraver la situation (Husson, 2002 : p. 13).

### **Un *new deal* géopolitique régionale ?**

Se trouvant dans l'incapacité d'honorer ses dettes, l'Argentine décide de se tourner une nouvelle fois vers son bailleur de fonds traditionnel. Le cinq décembre 2001, le FMI communique à ce pays –longtemps présenté comme un modèle à suivre– son refus d'octroyer un nouveau prêt déclenchant ainsi une crise d'une ampleur sans précédent. Face à la banqueroute qui a conduit à une très forte augmentation du chômage et à la paupérisation de la société, l'endettement insoutenable et impayable, le pays se voit emparé par des manifestations de colère conspuant les classes dirigeantes et les institutions locales souillées ainsi que le modèle de développement néolibéral et ses plus importants colporteurs, le FMI et

les États-Unis. Cette crise qui s'est muée en crise de régime, semble se transformer en une probable crise géopolitique. La faillite du système est en train d'occasionner une remise en question de la stratégie d'alignement de la politique extérieure argentine sur celle de Washington.

Depuis l'avènement de Carlos Menem à la tête du pays, au moment même où l'effondrement du système bipolaire consacre l'affirmation et la diffusion de par le monde du néolibéralisme, l'Argentine change drastiquement sa politique extérieure et de sécurité, et devient l'alliée modèle des États-Unis dans l'hémisphère sud. Cette stratégie qui se transformera en une véritable politique d'Etat répondait au souci de faciliter la mise en phase de l'Argentine sur les politiques économiques du « consensus de Washington ». Autrement dit, elle devait servir à garantir l'ouverture de l'économie, à permettre une meilleure insertion internationale du pays ainsi qu'à bénéficier d'un traitement de faveur pour ce qui est des appuis financiers des Etats-Unis.

La subordination de la politique extérieure à la stratégie de développement économique va fortement contraster avec la politique traditionnelle de Buenos Aires. En effet, jusqu'à l'arrivée de l'administration Menem, et depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Argentine – contrairement au Brésil, avec qui elle se disputait l'hégémonie régionale– aura des relations plutôt tendues avec les Etats-Unis. Alors que la volonté d'hégémonie du Brésil constituait l'affirmation d'un sous-expansionnisme au service des Etats-Unis (Thual, 1996 : p. 67), celle de l'Argentine apparaissait comme une opposition à l'hégémonie politique des Etats-Unis dans la région (Fraga, 1999 : p. 290). L'Argentine n'hésita pas à s'opposer de manière quasi systématique aux Etats-Unis dans les Fora internationaux, à refuser la doctrine Monroe, à adopter une position neutre durant l'entre-deux-guerres, à prôner une « troisième voie » après 1945 et ensuite à adhérer au Mouvement des pays non-alignés. En outre, l'Etat argentin refusa de signer le Traité de non-prolifération et de ratifier le Traité de Tlatelolco pour la proscription d'armes nucléaires en Amérique latine et s'engagea –sous l'administration Alfonsín– dans un projet commun avec l'Egypte, l'Irak et la Libye afin de développer un missile balistique de moyenne portée, le Cóndor II (Escudé, 1999 : p. 77).

Ainsi, sous différents gouvernements et indépendamment du type de régime politique interne –démocratique ou militaire– l'Argentine chercha à se constituer en puissance régionale et à faire émerger, contre le Brésil et le Chili, une identité latino-américaine alternative à l'hégémonie des Etats-Unis et appuyée sur l'Europe, réputée partenaire privilégiée : ce fut la politique francophile des radicaux d'Irigoyen, puis l'orientation germanophile et italophile de Perón à l'époque des succès de Hitler et de Mussolini, la soviétophilie des péronistes comme des militaires, de 1970 jusqu'à la guerre des Malouines en 1982 (Alder, 2002 : p. 4).

Cependant, cette stratégie portée au paroxysme par la dernière dictature argentine entrera en déclin suite au bilan très négatif du pouvoir militaire. Ce régime politique essuiera une triple défaite : sur le plan économique, il laissa le pays dans une situation d'endettement colossal et échoua dans tous ses programmes économiques ; au niveau politique, il se démarqua pour les violations massives des droits de l'homme ; enfin, dans le domaine militaire, il échoua dans la guerre des Malouines. Cette situation donnera lieu à un début de questionnement de la traditionnelle stratégie argentine. En effet, l'administration Alfonsín va opérer un important rapprochement politique avec le Brésil et le Chili, établissant ainsi les bases futures pour le Mercosur, mais continua à adopter dans les instances internationales une position politique agressive par rapport à certains pays occidentaux.

La venue de Menem créera un réel changement dans la politique étrangère et sécuritaire argentine. Ce dernier arrive au pouvoir en période d'hyperinflation, un mal endémique qui entraîna la chute du gouvernement Alfonsín. L'hyperinflation qui hantait la société et les dirigeants argentins, engendra le besoin de stabilité monétaire et d'une politique extérieure inspirée de la nécessité de croissance et de développement économique (Escudé, 1999 : p. 81). C'est à partir de ce moment que l'alignement de la politique extérieure de Buenos Aires sur Washington devient une politique d'Etat. Le président Menem n'hésitera pas à déclarer publiquement vouloir entraîner l'Argentine dans la dynamique des pays développés plutôt que de la laisser à la traîne de ses voisins, alors que son ministre de relations extérieures, Guido Di Tella, employait l'expression imagée de « relations charnelles » avec les Etats-Unis pour exprimer les objectifs de la politique nationale. Les Américains chercheront à tirer profit de cette alliance pour déstabiliser les relations argentine-brésiliennes développées dans le cadre du Mercosur en proposant à l'Argentine de participer aux négociations de l'Alena, une alliance extra-Otan ou encore de signer un accord de libre échange bilatéral (Santander, 2001 : pp. 62-65). L'objectif final étant la dissolution du Mercosur et l'établissement de l'Accord de libre échange des Amériques. Cette hypothèse apparaissait de plus en plus plausible. En effet, la dévaluation du réal et l'entrée en crise de l'Argentine en 1999 vont entraîner le Mercosur dans une spirale conflictuelle intra-bloc qui atteindra son paroxysme durant l'année 2001 suite à la nomination, par le président de la Rúa, de Domingo Cavallo à la tête du ministère d'économie. Profitant de la tenue du Sommet de Québec en avril 2001, Cavallo s'emploiera à alimenter le débat sur les alternatives d'insertion internationale de l'Argentine : il cherchera à remettre en question le bien fondé du Mercosur et à insérer le pays dans l'Alca.

Cependant, la démission du gouvernement de la Rúa en décembre 2001 semble avoir éloigné l'hypothèse de la dilution du Mercosur dans l'Alca, au grand dam de l'administration Bush. L'indifférence affichée par les Etats-Unis à l'égard de la débâcle argentine est en train de contribuer à discréditer l'alliance avec ce pays : le Trésor n'a pas hésité à renvoyer les autorités argentines à leurs propres responsabilités et le Département d'Etat a adopté une position de *wait and see*. Face à l'attitude passive américaine, le nouveau gouvernement argentin a affirmé son souhait de se rapprocher de l'Europe et s'est tourné sur ses voisins du Cône Sud qui n'ont pas hésité, à l'instar du Brésil, à lui donner un soutien moral, politique et, dans une certaine mesure, économique. Le nouveau discours de Buenos Aires considère le Mercosur comme la seule structure d'intégration avec le reste du monde. Mis à part la réactivation du dialogue avec les partenaires du Mercosur, Eduardo Duhalde prendra une série de dispositions favorables à la relance de cet espace régional –mais qui éloigne l'Argentine des Etats-Unis. Il s'agit, notamment, de la dévaluation de la monnaie et de la dédollarisation de l'économie argentine. En outre, c'est à Buenos Aires qu'aura lieu (18 février 2002) le premier sommet du Mercosur "post-convertibilité". Il s'agit d'un sommet de grande importance politique pour le Mercosur : alors que les Etats membres ont réitéré leur appui à l'Argentine, cette dernière leur a officiellement fait savoir que le Mercosur constitue, pour elle, une "politique d'Etat de premier ordre". A l'instigation de l'Argentine, les pays membres ont affiché leur volonté de mettre sur pied un Institut monétaire mercosurien afin de créer une monnaie commune. En outre, les Etats se sont engagés à intensifier les positions communes face aux autres blocs commerciaux. Mais l'initiative qui aura sans doute le plus d'impact positif pour le Mercosur sera la signature par les chefs d'Etat du Protocole d'Olivos qui dote le Mercosur d'un tribunal permanent de résolution des controverses.

La crise semble avoir donné l'occasion à l'Argentine de revitaliser le Mercosur. Jusqu'à la veille de la débâcle argentine, et depuis la signature du Traité d'Asunción, les deux grands du Mercosur divergeaient quant à la vision qu'ils avaient de cet espace régional : alors que le

Brésil a toujours eu une perception plus stratégique du Mercosur, l'Argentine voyait dans ce dernier et dans sa relation avec le Brésil une dimension économique et commerciale. Aujourd'hui, l'Argentine cherche à développer une alliance politique avec le Brésil et le reste du Mercosur. Le tournant qu'a pris cette association avec le Brésil préoccupe les Etats-Unis qui ont toujours vu l'Argentine comme un contrepoids régional pour son puissant voisin. L'administration Bush craint que la volonté argentine de privilégier ses relations avec le Mercosur et l'Europe ne compliquent le lancement de l'Alca, prévu pour 2005. La crise argentine, la remise en cause du modèle néolibéral et la prise de distance de Buenos Aires par rapport à Washington sont en train de dégager la voie pour l'intégration de l'Amérique latine à travers le sud ce qui, le cas échéant, engendrerait une nouvelle donne géopolitique.

#### Bibliographie:

- Adler, A., (du 10 au 16 janvier 2002), "Ne désespérons pas de l'Argentine" dans *Courrier International*, France.
- Bon, P., (2001), "L'Etat en Amérique latine" dans *Pouvoirs : L'Amérique latine*, Seuil, n°98.
- Calcagno, A. et Calcagno, E., (novembre 2001), "Entre la economía y la nada" dans *Le Monde Diplomatique, el Dipló*, Argentine.
- Escudé, C., (1999), "Argentina y sus alianzas estratégicas" dans Rojas Aravena, F., *Argentina, Brasil y Chile: integración y seguridad*. Chile, FLACSO, Nueva Sociedad.
- Fraga, R., (1999), "Una visión política del Mercosur" dans Campbell, J., *Mercosur: entre la realidad y la utopía*. Buenos Aires, Nuevohacer.
- Helleiner, E., (1994), *States and the Reemergence of Global Finance*. Ithaca, Cornell University Press.
- Husson, M., (février 2002), "Cette mortelle fascination du dollar" dans *Le Monde Diplomatique*, France.
- Santander, S. (2001), "Le Mercosur et ses Etats membres: les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ?" dans Musset, A. et Soria, V., *Alena – Mercosur, enjeux et limites de l'intégration américaine*. IHEAL, France.
- Thual, F., (1996), *Géopolitique de l'Amérique latine*. Paris, Economica.